

DÉMONDIALISER ?



Jean Estin¹, Estin & Co

L'économie mondiale a connu une période faste au cours des 40 dernières années. 5,5 % de croissance annuelle (3 % hors inflation²), 8 % de TSR annuel pour les grandes bourses mondiales, un taux d'inflation tombant de 12 % à 1 %³, des grands pays sortant de la pauvreté et atteignant des niveaux de vie moyens qui étaient ceux de l'Europe ou des États-Unis il y a 20 ans.

La mondialisation a été un facteur majeur de cette croissance avec plusieurs leviers concomitants : la baisse des droits de douane (divisés par plus de deux dans les pays mûrs et par plus de cinq dans les pays en forte croissance en moyenne sur la période) ; l'entrée de la Chine dans l'économie moderne et les échanges internationaux grâce à Deng Xiaoping s'appuyant sur l'exemple singapourien ; le développement des grandes chaînes de distribution dans les pays occidentaux capables d'interagir avec des fournisseurs lointains à bas coûts de facteurs ; la délocalisation de métiers industriels à moindre valeur ajoutée avec la sophistication croissante des chaînes de production ; et enfin le développement de marchés majeurs en Asie induits par ces évolutions, offrant de nouveaux débouchés aux entreprises occidentales. Ces différents leviers ont permis une croissance vertueuse (50 % de la croissance hors inflation provenant de la productivité accrue des facteurs⁴ de production), faiblement inflationniste (2,5 % par an⁵), avec une part du commerce mondial passant de 40 % à 60 %⁶ du PIB mondial sur la période. Ricardo a triomphé. Pour un temps ?

Ce cycle est aujourd'hui remis en cause : rejet d'une part des classes moyennes occidentales qui en ont pourtant été bénéficiaires ; industries affaiblies dans certains pays occidentaux qui n'ont pas su s'adapter ; transition énergétique questionnant les transports polluants sur courtes et longues distances ; positions politiques ou géopolitiques privilégiant le contrôle d'un territoire (populations et marchandises) plutôt que l'ouverture et la fluidité des ressources. Entrons-nous dans un cycle de démondialisation de l'économie ?

Réalisme et limites

82 % des brevets annuels sont déposés dans cinq pays (Chine, États-Unis, Japon, Corée, Allemagne)⁷ ; 64 % de la production industrielle mondiale est concentrée dans six pays (Chine, États-Unis, Japon, Allemagne, Inde, Corée) (29% en Chine seule) ; 72 %

des sources d'énergie proviennent de dix pays (États-Unis, Russie, Chine, Australie, Venezuela, Iran, Arabie Saoudite⁸...) ; 56 % des terres agricoles sont dans dix pays (Chine, États-Unis, Brésil, Russie, Kazakhstan⁹...) ; les minerais rares sont chacun concentrés dans un à deux pays (le lithium provient à 70 % de l'Australie et du Chili¹⁰ ; le cobalt à 67 % du Congo ; les terres rares à 52 % de Chine).

Au niveau micro économique également, la dynamique des avantages comparatifs a fait son œuvre : 73 % des semiconducteurs sont fabriqués dans quatre pays (Taiwan, Corée, Japon et Chine) ; 75 % des automobiles sont fabriqués par des entreprises de six pays (Chine, États-Unis, Japon, Allemagne...) ; 55 % des engrais azotés sont produits dans quatre pays (Chine, USA, Inde, Russie) ; près de 50 % de l'économie numérique est réalisée par les leaders américains¹¹ et chinois¹² ; 80 % des marques de luxe sont possédées par des entreprises françaises et italiennes ; 50 % des fournitures et équipements médicaux sont fabriqués en Chine.

Les grands centres de R&D ou de services, les étapes de conception ou de production industrielle, les sources d'énergie ou de matières premières, les terres arables...

- mais également les leaders dans les différents métiers - étant chacun concentrés et localisés pour une grande part dans des pays différents, les échanges continueront. Il n'y a pas de démondialisation significative possible à moyen terme entre pays.

Par ailleurs, dans beaucoup de métiers, les effets d'échelle liés aux processus industriels modernes seraient insuffisants dans un cadre purement national (à l'exception des états-continentaux comme les USA ou la Chine). Une telle fragmentation entraînerait un choc économique massif et un surcoût majeur incompatible avec toute croissance significative à moyen terme. Peut-on imaginer une fragmentation plus limitée entre quelques très grands blocs, compte tenu de leur taille et de leur autosuffisance en termes de sources d'énergies et de matières premières, de forces de travail, d'industries, d'effets d'échelle et de

savoir-faire, l'essentiel des échanges s'établissant à l'intérieur de ces blocs et non plus entre eux ?

Une telle fragmentation est sous optimale mais possible entre et autour de quatre à cinq grands blocs (Amérique du Nord, Chine, Europe, Inde avec Asie du Sud-Est...) auxquels s'ajouteraient des géographies complémentaires sur quelques ressources naturelles indispensables (Moyen-Orient...). Le PIB de chacun de ces blocs est aujourd'hui égal au PIB mondial de l'année 1995. Il n'y aurait pas de retour au Moyen Âge mais un surcoût induit par certaines des économies d'échelle, avec des conséquences inflationnistes et un impact négatif sur la croissance mondiale (mais bien moindre qu'une fragmentation au niveau des pays). Par rapport aux États-Unis et à la Chine, l'Europe aurait le plus à perdre dans un tel scénario : pas d'indépendance énergétique avant 30 ans (y compris avec les investissements dans les énergies renouvelables et dans le nucléaire), ni de matières premières stratégiques, faiblesse industrielle croissante, retard technologique, absence de leaders mondiaux dans les industries de l'avenir, faible fluidité des ressources.

Coûts et inflation induits

La mondialisation a permis la concentration de nombreuses industries au niveau mondial avec les effets d'échelle et les baisses de coûts résultantes, ainsi que leur localisation optimale en fonction de leur complexité, de leurs besoins de réactivité, et des coûts des facteurs. Revenir en arrière, même partiellement, serait difficile, long et coûteux.

Un tel retour ne passerait pas dans l'équation budgétaire des ménages. Entre 1960 et 2021, le budget moyen d'un ménage français est passé de 1 900 à 40 000 euros de dépenses annuelles (inflation comprise). La part des dépenses d'alimentation et d'habillement est tombée de 43 à 21 %. Celle des dépenses de communications, de médias, et de loisir est montée de 8 à 12 %. Celles liées au logement de 20 à 33 %. La délocalisation du textile et le déve-

loppement des hypermarchés ont permis la croissance des téléphones portables. Le maintien des modes de consommation actuels dans une économie « relocalisée » entraînerait une inflation massive. Pour les industriels, l'équation serait également complexe. La chaîne de conception et de production d'un iPhone comprend aujourd'hui 17 étapes, dans une vingtaine de pays, permettant d'optimiser à la fois le coût, la richesse des fonctionnalités et la vitesse d'évolution technologique. La production relocalisée dans un seul pays, par exemple les États-Unis, à fonctionnalités inchangées, multiplierait le coût de l'appareil par 3, réduisant significativement la taille de son marché.

Impact sur la transition énergétique

La mondialisation a été concomitante d'une offre et d'une demande croissantes d'énergie liées à la croissance économique, en particulier de pétrole (l'énergie des transports routiers sur courtes et moyennes distances, des transports maritimes et aériens sur longue distance...), de gaz (l'énergie du chauffage et des engrais agricoles), et de charbon (l'énergie de l'électricité en Allemagne, en Australie, en Chine, Inde, Indonésie...). Ces énergies fossiles représentent aujourd'hui toujours près de 85 % du mix énergétique mondial. Le nucléaire en représente 10 %. En 20 ans, les énergies renouvelables n'ont atteint que 5 % du mix mondial.

Une démondialisation partielle (entre grands blocs) ralentirait légèrement la demande d'énergies fossiles¹³ (moindre croissance économique ; relocalisation de certaines productions dans des zones moins consommatrices d'énergies fossiles ; et moindre consommation liée aux transports intercontinentaux - qui ne représentent que 3 % des émissions totales de CO₂).

Inversement, elle rendrait plus difficile à court terme leur substitution par des énergies renouvelables compétitives. La chaîne de production des équipements des EnR repose aujourd'hui sur un système largement mondialisé. Plus de 90 % de la production mondiale de panneaux solaires photovoltaïques est en Chine. Les leaders en croissance dans la production d'éoliennes sont également chinois et indiens et concurrencent fortement les acteurs européens. 65 % des batteries pour véhicules électriques sont produites en Chine. Une réduction des échanges augmenterait le coût de la transition énergétique en Europe et aux États-Unis.

Par ailleurs, dans un monde multipolaire assumé, la probabilité est grande de voir des grands blocs suivre des politiques énergétiques et climatiques fortement divergentes, rendant illusoire toute transition énergétique effective à l'échelle planétaire.

(La Chine sans pétrole continuerait à faire rouler ses automobiles au charbon¹⁴). Ce scénario offre donc la triple peine : croissance économique ralentie,

inflation forte, poursuite sans limite des émissions de CO₂. Il est donc probable que, même s'il se matérialise à court terme, il ne pourrait durer.

Comment s'adapter ?

Une démondialisation - même limitée - n'est pas souhaitable. Mais elle peut se produire car elle n'est pas irréaliste à l'échelle de grands blocs.

Pour les entreprises, la visibilité réduite sur l'évolution du contexte international nécessite de mitiger les risques et augmente les coûts correspondants :

Risques de marchés

En Asie, dans l'industrie comme dans les biens de grande consommation, la Chine est un marché irremplaçable compte tenu de sa taille. Pour certains groupes occidentaux, le marché chinois représente près de 50 % du chiffre d'affaires et presque 70 % de la valeur boursière. Mais l'Inde (qui suit la trajectoire de la Chine avec 20 ans de retard), l'Indonésie et les pays de l'ASEAN peuvent constituer des relais de croissance significatifs à moyen terme.

Globalement, certains pays (fortement exportateurs, ou fortement importateurs, ou les deux) souffriraient davantage que d'autres et leurs marchés deviendraient moins attractifs. L'Allemagne, le Japon et la Corée sont les trois grands pays qui auraient le plus à perdre à une démondialisation forte et rapide : marchés intérieurs insuffisants par rapport à leur puissance industrielle, autonomie énergétique inexistante, économie fortement dépendante des exportations et des importations.

Le choix des pays et leur pondération devient donc un enjeu critique dépassant leur attrait spécifique. À court terme, la diversification et la réallocation des marchés cibles augmentera les coûts commerciaux et de distribution des entreprises. Cette évolution peut accentuer la polarisation de certaines industries ; d'une part des grands leaders restant « internationaux » car pouvant amortir ces coûts et risques d'internationalisation compte tenu de leur taille et de leur compétitivité ; d'autre part des petits spécialistes plus concentrés géographiquement et fortement différenciés. Les acteurs intermédiaires risquent d'être laminés.

Risques d'approvisionnement et de production

Dans les chaînes de production, le doublonnage des sites de production internes ou des fournisseurs à certaines étapes pour réduire le risque géographique constitue une assurance.

Mais dans certaines industries, cette option s'avère rapidement limitée ; il y a finalement peu de pays industriels alliant à la fois des capacités de main d'œuvre adaptées à des processus de production complexes, avec des réseaux de sous-traitance proches et profonds pour différentes sources de

composants ou de modules intermédiaires.

L'autre option est de bâtir des chaînes de production autonomes au sein d'un grand bloc géographique par rapport à son marché. Pour une entreprise, cela sous-optimise son dispositif industriel à l'échelle mondiale mais le rend plus résilient en cas de hausse des barrières douanières, retour des quotas ou restrictions d'échanges de toutes natures, et ce d'autant plus que ces blocs sont souvent des zones monétaires homogènes.

Dans les deux cas, la réduction du risque s'accompagnera d'une hausse des coûts. Cette hausse ne se traduira pas en augmentations de prix de façon égale pour les différents acteurs. S'ajoutant à des hausses de matières premières et à l'inflation des salaires, elle entraîne un risque de réduction potentielle ou de volatilité accrue des marges.

Faible visibilité, volatilité accrue

Un risque de démondialisation partielle existe, de façon limitée, avec des allers-retours possibles dans les dix prochaines années et des coûts d'adaptation importants.

Où allouer au mieux les ressources pour continuer à croître en maintenant les rentabilités et le niveau de risque ? Quel est le niveau de risque maximal acceptable compte tenu de la taille et des marges de manœuvre financières de l'entreprise ?

Des crash tests, comme dans les banques, peuvent aider à mieux rééquilibrer les portefeuilles de marchés et de chaînes d'approvisionnements en fonction de différents scénarios. Le risque de démondialisation ajoute une variable dans l'équation stratégique. ×

¹Avec Julien Deleuze, Philippe Estin et les équipes d'Estin & Co.

²Chiffres 1981-2021.

³1 % en 2015 puis remontée à 2 % en 2019 et 3 % en 2021.

⁴Productivité accrue des facteurs et croissance de la population.

⁵2,5 % par an sur 2011-2021

⁶60 % en 2014 (56 % en 2019 et 52 % en 2020).

⁷Données 2019.

⁸Etats-Unis, Russie, Chine, Australie, Venezuela, Iran, Arabie Saoudite, Inde, Canada et Qatar (donnée 2018).

⁹Chine, Etats-Unis, Australie, Brésil, Russie, Kazakhstan, Europe, Inde, Arabie Saoudite et Argentine (donnée 2020).

¹⁰Donnée 2020.

¹¹Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

¹²Alibaba, Baidu, Tencent, JD.com, Meituan, Bytedance, Xiaomi et PDD.

¹³Avec les surcoûts économiques éventuels correspondants.

¹⁴Part croissante de voitures électriques, alimentées par le réseau électrique fonctionnant à 63% à partir de centrales à charbon.